

Objet : autorisation de consultation du casier judiciaire du pays d'origine

Madame, Monsieur,

Je soussigné(e) : **MA BELLANGER Falice**

né(e) le **24/10/1974**

à **Vénissieux**

autorise expressément le Centre de Formalités des Professions Immobilières (CFPI) de la CCI du Gard à demander l'équivalent du bulletin n°2 auprès du casier judiciaire de l'Etat membre de ma nationalité, par l'intermédiaire du casier judiciaire national français, comme prévu par l'alinéa 2 de l'article 3, II. du décret n° 72- 678 du 20 juillet 1972 pour contrôler que je remplis les conditions de capacité pour pouvoir exercer une activité immobilière relevant de la loi n° 70-9 du 2 janvier 1970.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre considération distinguée.

Fait à **ST GEORGES D'ESPERANCE**

Le **24/10/1974**

Signature

